



QUELLES LEÇONS RETIRER DE L'ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION RUSSE ?

Par Gilles Maufray et Pietro Tosi, animateurs au CIEP-MOC Bruxelles

La révolution russe de 1917 a été l'un des plus grands événements de l'histoire contemporaine. Pour la première fois après la tentative de la Commune de Paris, les ouvriers et les paysans ont conquis le pouvoir et renversé le régime despotique du Tsar et des propriétaires, pour jeter les bases d'une société plus juste et égalitaire. Une nouvelle forme d'Etat apparaît alors, basée sur les conseils (ou « soviets », en russe) des députés ouvriers, paysans et soldats. La révolution russe fait l'effet d'une immense déflagration bien au-delà de la seule Russie : elle suscite l'enthousiasme et l'espoir de millions de personnes, trois ans après le début de la Première Guerre mondiale. A l'inverse, elle provoque la répulsion et l'effroi dans la grande bourgeoisie et l'aristocratie européenne.

Nous revenons ici sur les apports de la révolution russe, et sur les tentatives d'explication de sa dégénérescence en contre-révolution bureaucratique et totalitaire. Il est important de rappeler qu'en 1917, l'Empire tsariste était encore très peu développé sur le plan économique, technologique et social : la paysannerie sortait à peine du servage et se servait encore de la charrue. La classe ouvrière était extrêmement minoritaire : moins de quatre millions de personnes sur un total de 150 millions. 70% de la population était analphabète. Le capitalisme russe était extrêmement faible et dépendait notamment de capitaux étrangers qui appartenaient principalement aux Français, Britanniques,

Allemands et Belges. Les puissances occidentales contrôlaient 90% des mines de la Russie, 50 % de l'industrie chimique, plus de 40% du génie mécanique et 42% du capital bancaire. Ajoutons à ce tableau l'effet désastreux de quatre années de guerre qui laissent la société littéralement exsangue et affamée, et finissent par faire exploser la colère populaire, 12 ans après le soulèvement révolutionnaire de 1905 qui avait vu naître les soviets.

Un système politique et économique d'un type nouveau

La révolution de Février 1917 a mis à bas le régime tsariste. En période de révolution, l'histoire s'accélère, et, écrit en substance Lénine en septembre 17, les classes populaires apprennent plus en quelques heures que dans toute une année ordinaire, « somnolente ». Les gouvernements provisoires ne parviendront pas à mettre en œuvre les demandes du mouvement social : la réforme agraire, une république démocratique et l'autodétermination des nationalités opprimées dans l'empire tsariste. Ils ne parviennent pas non plus à un accord de paix. Cette incapacité à fournir des résultats va polariser la société à l'extrême : une course de vitesse s'engage entre celles et ceux qui prônent la prise du pouvoir par les soviets, et à l'opposé du spectre politique, les monarchistes, libéraux et généraux qui veulent écraser ce processus révolutionnaire,



par tous les moyens nécessaires, y compris les massacres et les pogroms. Elus sur une base territoriale ainsi que dans les usines, les conseils font participer à la vie politique la grande majorité de la population. Au cours des neuf mois entre Février et Octobre, ces conseils forment un pouvoir alternatif au gouvernement et à l'Etat. C'est la période du « double pouvoir ».

Lénine, de retour d'exil, met plusieurs mois à convaincre la direction du parti « bolchévik » (c'est-à-dire la faction « majoritaire » lors du congrès du parti ouvrier social-démocrate russe de 1903) du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » et de la nécessité d'une insurrection armée pour faire pencher la balance de manière décisive contre le gouvernement Kérénsky¹. Une insurrection sera préparée, après le coup d'Etat militaire raté de Kornilov de la fin de l'été, par le Comité militaire révolutionnaire présidé alors par Trotski, à un moment où les bolchéviks sont devenus l'organisation politique la plus influente de Russie. Ils ont évité le discrédit des partis associés aux gouvernements provisoires (notamment les menchéviks, c'est-à-dire les « minoritaires » de 1903, mais aussi les socialistes-révolutionnaires, très implantés dans la paysannerie) et ont repris à leur compte les mots d'ordre – le pain, la paix, la terre – qui émergent de la population révoltée, gagnant petit à petit la majorité dans les soviets, à l'heure de l'insurrection. En 33 heures de la prise du pouvoir les Bolcheviks appellent à la fin de la guerre et à une paix immédiate, sans annexions, ni réparation, et abolissent la police et la diplomatie secrète. Les premières lois concernent l'égalité entre femmes et hommes (notamment sur le divorce, les crèches, maternités, services collectifs, etc.). Le nombre d'écoles primaires est porté de 38.387 en 1917 à 62.238 en 1919. La créativité artistique et scientifique connaît des sommets jusqu'à la fin des années 20. Fin 1918, il y avait trois fois plus de musées en Russie qu'au début de la révolution. Les bolchéviks mettent aussi en place la réforme agraire et la distribution de la terre, la journée de 8 heures, et plus tard le droit à l'avortement (1920) et la dépénalisation de l'homosexualité (1922) ou encore l'autorisation de l'alphabet non-russe.

Un gouvernement de coalition entre les bolcheviks et les Socialistes révolutionnaires de gauche est rapidement formé. Le 5 Janvier 1918, le gouvernement publie un décret par lequel les soviets locaux ont été investis de tous les pouvoirs détenus par l'ancien gouvernement. Les règles de départ reproduisent celles de la Commune de Paris : la révocabilité des mandats et la rémunération des député.e.s

au salaire moyen d'un ouvrier qualifié, et la distinction entre le pouvoir législatif et exécutif est brouillée dans les conseils, qui appliquent les décisions votées en leur sein. La force de l'impulsion révolutionnaire de 1917 se fera encore sentir pendant une décennie dans tout le pays. Les choses vont rapidement se compliquer pour le nouveau pouvoir soviétique...

D'Octobre au stalinisme : le grand retournement

Il existe toute une littérature, parfois sympathique envers la politique bolchévik, souvent très hostile à celui-ci, consacrée à cette polémique qui divise le mouvement ouvrier depuis un siècle : la stratégie révolutionnaire de Lénine et Trotsky avait-elle comme conséquence inévitable le totalitarisme stalinien ? Avant de tenter quelques pistes de réflexion, il n'est pas inutile de revenir sur l'alternative à l'époque : ce que la prise du Palais d'Hiver voulait éviter, c'était que les troupes contre-révolutionnaires commettent un bain de sang pour « restaurer l'ordre » et l'autorité de l'Etat et des grandes familles aristocratiques et bourgeoises. Après leur échec d'Octobre, les contre-révolutionnaires russes et occidentaux voudront prendre leur revanche, et le régime soviétique sera aux prises avec une guerre civile et aux atrocités menées par des Armées blanches soutenues par les grands propriétaires mais aussi par les fonds et des troupes de gouvernements étrangers (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, etc.). L'internationalisation de la révolution russe est à double sens : dans la foulée, ce sont les soldats et ouvriers de plusieurs pays qui tentent à leur tour de retourner les fusils contre leurs dirigeants, en Italie, en Hongrie, en Autriche, et surtout en Allemagne, les soulèvements révolutionnaires se multiplient et mettent fin à la Première guerre mondiale. Et nous touchons là à l'un des facteurs les plus consensuels de l'échec à plus long terme de l'expérience soviétique : Lénine, Trotski ou encore la dirigeante révolutionnaire Rosa Luxemburg étaient conscients de la nécessité impérieuse de victoires révolutionnaires en Europe de l'Ouest, faute de quoi la révolution russe était condamnée à moyen terme. Dans le tumulte des années 1917-1923, toutes les autres tentatives vont pourtant échouer : Rosa Luxemburg et Karel Liebknecht périront, sur ordre de Gustav Noske, membre du SPD, sous les coups des « corps francs », un groupe paramilitaire qui est l'un des embryons du futur mouvement nazi en Allemagne. Mussolini servira de recours ultime à la grande bourgeoisie italienne et jettera bientôt en prison Antonio Gramsci et les dirigeants du mouvement ouvrier italien.

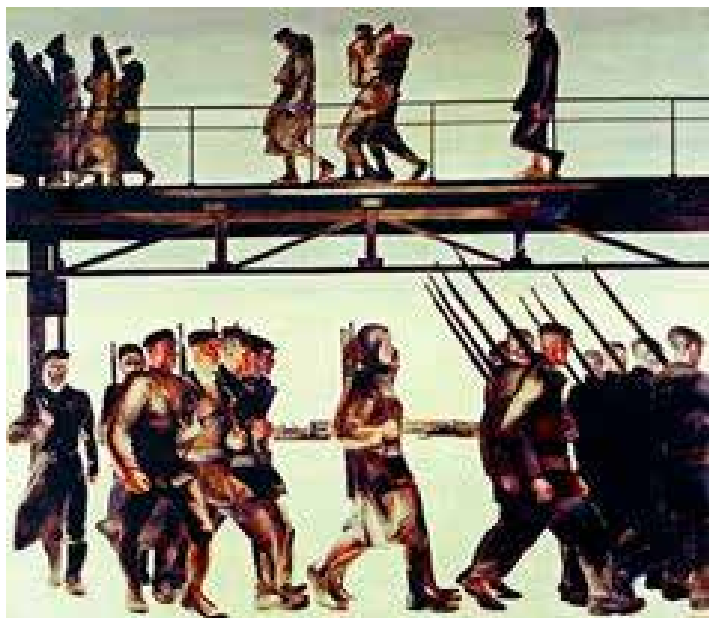
¹ Gouvernement provisoire créé par les députés russes de la Douma pendant la révolution de février, constitué par des bourgeois et des nobles libéraux, favorable à la poursuite de la guerre et uniquement à des réformes politiques. Le soviets est lui favorable à la paix, à des réformes politiques et surtout à des réformes sociales.

² Massacres commis par l'Armée blanche, sous le commandement d'officiers de l'ancienne armée tsariste, dont le général Kornilov qui déclare en décembre 1917 : « *Même si nous avons à brûler la moitié de la Russie et à verser le sang des trois quarts de la population, nous devons le faire si c'est nécessaire pour sauver la Russie* ».



Le soutien, décisif, des réformistes à la contre-révolution en Russie et ailleurs provoquera la scission internationale des partis ouvriers et la création de la III^{ème} Internationale, communiste... elle-même liquidée plus tard par Staline.

Mais tout n'est pas que contexte et circonstances : la bureaucratie, présente dans toutes les sociétés modernes et complexes, se nourrit essentiellement de la division sociale du travail, en particulier entre « manuel » et « intellectuel ». Lénine, dans ses derniers écrits, rend compte du danger bureaucratique pour l'URSS. Cette couche sociale a connu des conditions particulièrement favorables dans l'Union soviétique des années post-1917. La classe ouvrière, minoritaire, a rapidement été décimée par les ravages de la guerre civile. Les soldats, dont les soviets avaient joué un rôle clé en 1917, étaient essentiellement des paysans, mus par le désir de rentrer chez eux. La guerre civile saigne à mort les soviets, par le climat répressif et violent mais surtout par le départ et la disparition des militants et ouvriers les plus aguerris sur le front. Les soviets s'éteignent petit à petit. L'aspiration au repos dans la population, le sentiment de « privilèges mérités » chez certains révolutionnaires devenus nouveaux dirigeants s'y ajoutent. Le poids relatif de l'administration explose. La pyramide s'inverse alors : ce n'est plus le mouvement d'en bas qui pousse le



gouvernement, mais la volonté de ce dernier qui tire la base. Staline glorifie le socialisme dans un seul pays et la substitution de l'Etat avec le parti : le parti remplace le peuple, la bureaucratie remplace le parti, et le chef dirige la bureaucratie. En URSS, celle-ci est le produit à la fois de la continuité de l'Ancien Régime et de l'arrivée d'une

vague de nouveaux fonctionnaires et nouveaux membres du Parti communiste, dont nombre de carriéristes, après la fin de la guerre civile, orchestrée notamment par son nouveau secrétaire général, Joseph Staline. Le personnel administratif passe ensuite de 1 450 000 personnes en 1928 à 7 500 000 en 1939, et l'ensemble des cols blancs de 3 900 000 à 13 800 000 (!). Comme le dit le philosophe Daniel Bensaid, « la bureaucratie était ainsi devenue une véritable force sociale cristallisée avec ses intérêts propres ». En 1922, 97% des membres du Parti bolchévique sont des adhérent.e.s d'après Octobre 1917, qui n'ont pas connu les années de clandestinité et de répression.

Choix politiques et bifurcations historiques

Dans ce contexte de blocus, de famine, d'invasion et de guerre civile, Terreur blanche² comprise, avec son lot d'attentats, de sabotages et de complots, une série de mesures ont été vues à l'époque par la direction bolchévique comme une dure « nécessité » pour la survie de la révolution : l'interdiction des partis d'opposition et la répression des anarchistes et des autres courants révolutionnaires, le rétablissement de la peine de mort en juin 1918, la militarisation des usines et la glorification du taylorisme, puis la répression de l'insurrection de Kronstadt en 1921, qui était pourtant un signal d'exaspération face à la Terreur blanche, à la misère et à la discipline de fer imposée par le communisme « de guerre » et l'interdiction ensuite des fractions dans le parti bolchévique la même année. Dès 1918 dans certains cas, le principe de l'élection et de la révocabilité de responsables est remplacé par la nomination de ceux-ci par le parti. Notons également la création le 7 décembre 1917 de la Tcheka, une police politique, au départ très modeste, mais dont la taille et le pouvoir vont s'accroître jusqu'à rassembler 200 000 hommes à la fin de la guerre civile. Elle sera finalement autorisée à juger et exécuter n'importe qui sans procès, au nom de la sauvegarde de la révolution. Une véritable « Inquisition » rouge. La « dictature du prolétariat », conçue par Marx sur le modèle de la Commune de Paris, autrement dit une démocratie qui impose les intérêts des travailleurs, commence à glisser dangereusement vers une dictature « sur le prolétariat ». Staline bénéficiera de l'étouffement produit par ces choix extrêmement risqués et contestables pour imposer la prise de pouvoir progressive de la bureaucratie. Lénine commencera à s'en rendre compte du danger peu avant sa mort. Une décennie trop tard, Trotski reviendra sur leurs choix, dans son combat contre le nouveau régime, et prendra la mesure de l'avertissement prémonitoire de Rosa Luxembourgeois : « *Sans élections générales, sans une liberté de la presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étirole dans toutes les institutions publiques, végète, et la bureaucratie demeure le seul élément actif* ».



L'hyper-industrialisation forcée voulue par Staline produit son effet : le premier plan quinquennal produit un taux de croissance de 44 %, soit autant que pendant les trente années précédentes. La contre-révolution bureaucratique est généralisée dans la société et le parti-Etat. Petit à petit, la quasi-totalité des dirigeants bolcheviks de la période révolutionnaire sont déportés ou exécutés par Staline et son appareil répressif. C'est même plus de la moitié des 1 900 délégués au « congrès des vainqueurs » (pro-Staline) de 1934 qui sont éliminés en quelques mois. Le droit à l'avortement est remis en cause, l'homosexualité est à nouveau pénalisée. La direction stalinienne de l'URSS n'a alors définitivement plus rien à voir avec l'esprit qui a mené l'insurrection d'Octobre, la démocratie radicale a été dévorée par le totalitarisme bureaucratique. La dégénérescence bureaucratique, incarnée par Staline, avait donc plusieurs sources : l'isolement de la révolution russe suite à l'échec des révolutions voisines, une terrible guerre civile dans la foulée des quatre ans de guerre mondiale, mais aussi des choix politiques précis qui lui ont permis de s'imposer sur

et contre la classe ouvrière et la paysannerie. Reprenons ici les mots du révolutionnaire Victor Serge, 30 ans après la révolution : « *Le Parti de Lénine et de Trotsky a été fusillé. (...) Il va de soi qu'un parricide demeure le continuateur biologique de son père. Il est toutefois autrement évident que l'on ne continue pas un mouvement en le massacrant, une idéologie en la reniant, une révolution de travailleurs par la plus noire exploitation des travailleurs, l'œuvre de Trotsky en faisant assassiner Trotsky et mettre ses livres au pilon... Ou les mots continuation, rupture, négation, reniement, destruction n'auraient plus de sens intelligible (...).* »

L'une des leçons principales de 1917 est qu'on ne peut pas envisager l'émancipation collective sans élargissement international du mouvement, ni droits et libertés démocratiques solides pour les opprimé.e.s, et que l'auto-organisation populaire doit primer sur le centralisme bureaucratique et étatique. L'audace rare de cette première expérience historique ne pouvait à elle seule en empêcher la conclusion tragique.

FEMMES ET RÉVOLUTIONS RUSSES ?

Université
des femmes

Par Sophie Pereira

Historienne, chargée de projets à l'Université des Femmes

Les femmes au départ des révolutions !

On le sait, lors de l'hiver 1916-17, l'insupportable misère précipite la révolution au sein de l'Empire russe. Ce que l'on sait souvent moins, c'est que ce sont d'abord les ouvrières de plusieurs usines textiles et des ménagères défilant le 8 mars¹ 1917 à Pétrograd (Saint-Petersbourg), à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, qui sont à l'origine d'un soulèvement populaire spontané, et voué à s'étendre largement. Elles réclament du pain, le retour de leurs maris partis au front, la paix et la République... mais « il n'est alors pas venu à l'idée d'un seul travailleur que ce pourrait être le premier jour de la Révolution », rapporte d'ailleurs Trotsky lui-même dans *l'Histoire de la révolution russe*. Et pourtant ! Du textile, la grève s'étend à l'ensemble du prolétariat, et se transforme bientôt en insurrection, l'armée impériale ayant fraternisé avec les manifestant-e-s. Le Tsar abdique. Le gouvernement provisoire qui se forme accorde, dès le 20 juillet 1917, le droit de vote à tous les adultes de plus de 20 ans (ainsi que des mesures favorisant l'égalité dans l'éducation et le travail). Les femmes russes sont donc, juste après les Néo-Zélandaises et les Finlandaises, parmi les premières à se voir reconnaître ce droit.

Si la révolution de Février peut être qualifiée de spontanée, celle, plus connue, d'Octobre résulte d'une préparation minutieuse et est le fait de révolutionnaires professionnels s'appuyant sur des soldats et des matelots. Les femmes sont également présentes, tant à Pétrograd qu'à Moscou, pour la soutenir - ou s'y opposer. Si elles peuvent jouer un rôle parfois direct dans les opérations, elles sont cependant fortement sous-représentées dans les instances élues qui vont structurer le nouveau régime : sur les 4743 élus dans les assemblées des soviets de la région de Moscou, il n'y a que 259 femmes. Du côté des adversaires des communistes (ou bolcheviks), un bataillon féminin composé d'intellectuelles, de bourgeoises, de nobles et d'ouvrières défend le palais d'Hiver, siège du gouvernement provisoire, lorsqu'il est pris d'assaut dans la nuit du 25 au 26 octobre...

Tensions entre courants marxistes et féministes

Les bolcheviks sont avant tout des marxistes, et subordonnent l'émancipation des femmes à celle du prolétariat. En effet, pour les marxistes, l'oppression spécifique des femmes a ses origines dans la société de classes, et ne peut être éradiquée qu'avec la destruction de la propriété privée des moyens de production. Pour eux, l'oppression des femmes

¹ Le 8 mars tombant fin février dans le calendrier Julien utilisé en Russie à l'époque.

